

L'ORIENTALISME ET LES RÉVOLUTIONS ARABES

POURQUOI NE L'ONT-ILS PAS AIMÉE, LA RÉVOLUTION ?

HAKIM BEN HAMMOUDA *

L'auteur réfute l'idée que les révolutions arabes ne seraient qu'une transition de l'autoritarisme au totalitarisme religieux et qu'elles risqueraient d'enfanter un monstre: le califat islamique. De même, il réfute le regard orientaliste sur l'Autre qui perdure depuis le temps des colonies et qui ferait toujours de ces contrées une zone imperméable aux Lumières, à la modernité et à la liberté des individus, tellement les Arabes seraient soumis à un despotisme oriental, les empêchant de se libérer du divin et des mythologies. Il constate l'émergence d'une nouvelle culture politique qui s'éloigne du marxisme des années 1960-1970, de l'islamisme des années 1980-1990 et porte des valeurs de pluralité, de liberté et de démocratie.

Où sont passés les intellectuels français connus pour leur soutien aux luttes et aux combats démocratiques lors des révolutions en Tunisie et en Égypte ? Pourquoi ne les voit-on pas courir les plateaux de télévision et multiplier les interviews pour appeler « l'Occident » à soutenir une révolution qui se fait au nom de son universel des droits de l'homme et de son idéal de liberté ? Pourquoi ne donnent-ils pas de la voix, au moment où les peuples arabes s'arrachent du despotisme qui a régné sur cette région, en faisant une « exception » au regard de la fin du mur de la peur et de l'avènement des printemps des libertés dans le monde ? Pourquoi ne les voit-on pas se mobiliser comme ils l'avaient fait pour soutenir les révolutions démocratiques dans les « ex-démocraties populaires » après la chute du mur de Berlin ? Pourquoi gardent-ils un profil bas devant ce tournant historique du monde arabe alors qu'ils ont fait preuve d'une combattivité sans

* ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (GENÈVE)

précèdent lors de la guerre dans l'ex-Yougoslavie et d'un soutien infaillible à la résistance bosniaque, qui les a conduits à constituer une liste d'appui à la Bosnie pour les élections européennes? Pourquoi ne les voit-on pas se mobiliser pour appuyer cette quête de liberté des jeunes Arabes? Pourquoi cet immobilisme alors que par le passé ils se sont mobilisés et ont exercé des pressions fortes sur les gouvernements occidentaux pour exiger leur intervention afin d'arrêter les répressions des régimes autoritaires et la répression contre leurs populations? Comment expliquer ce silence stupéfiant et cette apathie devant ces premières ferveurs révolutionnaires qui viennent d'Arabie?

42

Nous voudrions apporter des éléments de réponse à ces questionnements et à ces interrogations. Notre point de départ a été une question posée par Dany le Rouge. Il a fait partie des rares intellectuels, militants et post-soixante-huitards qui avaient dénoncé les régimes autoritaires dans le monde arabe et cette thèse «néo-orientaliste» d'une «exception arabe», qui ferait du despotisme et de la tyrannie l'horizon politique naturel du monde arabe. Il a fait partie également de ceux qui ont félicité la victoire des jeunes Arabes sur les dictatures et leur capacité à faire revivre, en ce début de siècle cette douce ferveur de la révolution et la capacité de l'utopie à ré-enchanter un monde empêtré dans les affres d'une crise sans précédent et incapable d'échapper à la mainmise d'une finance dont la spéculation et les bonus ont remplacé depuis des lustres l'envoûtement et la magie d'une autre expérience historique! Daniel Cohn-Bendit avait effectué une série d'émissions de télévision en 1985 pour savoir ce qu'étaient devenus les leaders du printemps des jeunes en mai 1968 et en avait publié un essai une année plus tard¹. Pour cette enquête, il a rendu visite à plusieurs de ceux qui ont porté l'espérance révolutionnaire des années 1960 et dans un dialogue d'une grande sensibilité, il a pu rendre compte des trajectoires personnelles mais aussi des mutations et des transformations de cette utopie. À travers, les figures de Rubin, qui, de hippie, est devenu un trader redoutable de la finance, de Fernando Gabeira, qui faisait partie du groupe de guérilleros ayant pris en otage l'ambassadeur américain à Brasilia et qui est devenu une grande vedette de la télé brésilienne, à Joachim Klein qui était à l'époque recherché par la police allemande pour ses rapports avec le groupe Fraction armée rouge, et bien d'autres porte-drapeaux de l'idéal d'un monde meilleur, Daniel Cohn-Bendit a pu tracer des parcours entre renoncements,

¹ Voir Daniel Cohn-Bendit, *Nous l'avons tant aimée, la révolution*, Éditions Bernard Barrault, Paris, 1986.

désespoirs et poursuite du mythe et de l'utopie. Néanmoins, en dépit de la diversité de ces chemins, tous continuent à éprouver un brin de nostalgie et un certain degré d'enivrement lorsqu'on évoque son nom et qu'on clame la révolution !

Pourquoi les intellectuels occidentaux n'aiment-ils pas les révolutions arabes ? Ils ont critiqué pendant des années l'absence de démocratie et protesté contre ce despotisme oriental qui a continué à sévir contre vents et marées, au moment où d'autres régions comme l'Amérique latine, les ex-patries du socialisme et l'Afrique subsaharienne, ont connu l'automne de leurs patriarches pour reprendre le titre d'un roman célèbre de Gabriel Garcia Marquez, et ont mis fin à l'autoritarisme. Alors, pourquoi ces intellectuels n'aiment-ils pas cet air de révolution qui emporte le despotisme qu'ils ont toujours critiqué et permet au monde arabe de connaître enfin son printemps ? Comment expliquer ce silence et ce mutisme de la part d'intellectuels qui nous ont toujours habitués à se mobiliser pour soutenir les luttes des peuples contre les dictatures et les régimes tyranniques ?

Certes, Alain Touraine s'est ému, dans une tribune parue dans *Le Monde*, à propos de ce procès fait aux intellectuels et de ces accusations à leur encontre. Il souligne notamment que « le reproche fait aux intellectuels de se taire face aux soulèvements populaires dans plusieurs pays arabes, et en particulier en Tunisie et en Égypte, doit en premier lieu être rejeté »². A. Touraine a beau défendre les intellectuels français, le constat de leur absence est unanime. Une enquête dans le quotidien *Le Monde*, au titre assez évocateur, « À Paris, l'intelligentsia du silence », souligne cette discrétion et la circonspection des intellectuels français et indique que « d'habitude si prompts à s'enflammer quand un peuple se dresse contre la tyrannie, les voilà qui se font étonnamment discrets »³. Ce constat est confirmé par d'autres intellectuels français qui s'émeuvent et s'étonnent du manque de mobilisation et du peu d'empressement de leurs collègues à soutenir les révolutions arabes.

Notre objectif est donc de saisir les raisons profondes de ce manque d'empressement et de cette timidité des intellectuels occidentaux devant cette quête de liberté et cette ère de révolution qui sifflent sur le monde arabe. Pascal Boniface nous met sur une première piste de réponse qui réside dans le danger islamiste guettant

² Voir Alain Touraine, « Sortons de la guerre froide ! Le social remplace le national », *Le Monde*, édition du 19 février 2011.

³ Voir « À Paris, l'intelligentsia du silence », *Le Monde*, édition du 5-6 février 2010.

ces révolutions arabes. En effet, les populations ont supporté ces despotismes orientaux dans la mesure où ils constituaient, pendant de longues années, un rempart contre les fous de Dieu. Dans une contribution au blog du *Nouvel Observateur*, il souligne que « tout le monde devrait se réjouir de la contestation du régime répressif de Moubarak en Égypte. Mais, la joie de voir la mise en place d'une véritable démocratie dans ce grand pays arabe est gâchée par une sombre perspective : la prise de pouvoir par les Frères musulmans. Mais, alors que *The Economist*, qui n'est pas précisément un organe islamo-gauchiste se réjouit d'une révolte pacifique, populaire et séculière, trois des principaux intellectuels médiatiques français sont heureusement là pour mettre en garde les naïfs qui, stupidement, sont toujours prêts à applaudir à la chute des dictateurs »⁴.

Derrière les révolutions arabes, l'islamisme !

44

Cet argument est revenu dans les tribunes inquiètes et terrifiées des intellectuels occidentaux. Le plus virulent est Alexandre Adler qui est persuadé que la chute du régime de Moubarak en Égypte sera à l'origine de l'avènement d'un califat islamiste dominé par les frères musulmans. Pour lui, « l'émergence d'une opposition moderniste faible mais résolue ne change pas grand-chose à l'affaire » et n'hésite pas à traiter Mohamed El-Baradei, la grande figure de l'opposition moderniste et démocratique, de « pervers polymorphe qui avait déjà tout fait à la tête de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne pour couvrir ses amis iraniens dans leurs menées prolifératrices, n'étonne évidemment pas en se faisant le cheval de Troie intéressé de la confrérie »⁵. La révolution égyptienne ne serait alors, selon le célèbre chroniqueur devenu docteur ès monde arabe, qu'une phase préparatoire que les Frères musulmans sont en train de mettre en place avant de passer à l'acte avec la prise « du palais d'hiver » pour installer un nouveau califat islamique sur les bords du Nil.

Pour Alexandre Adler, le cheikh Badie, leader de la confrérie des Frères musulmans, serait le grand manitou de ce rassemblement festif, et un brin libertaire, sur la place Ettahrir. Il décidera en temps voulu de passer à l'acte pour devenir, avec ses compagnons les nouveaux califes de notre temps. Deux semaines avant la

⁴ Voir « Adler, BHL et Finkelkraut anxieux face à la perspective d'une Égypte démocratique », Blog du *Nouvel Obs.*, 2 février 2011.

⁵ Voir Alexandre Adler, « Vers une dictature intégriste au Caire ? », *Le Figaro*, édition du 29 janvier 2011.

chute de Moubarak, écrit-il, avec la certitude et l'assurance que lui valait son statut de grand expert des relations internationales et du grand quotidien dans lequel il commet régulièrement ses chroniques, « restera à savoir ce que le cheikh aura lui-même décidé : se débarrasser tout de suite de Moubarak ou continuer à jouer la succession Souleïmane pour commencer à prendre le pouvoir dans le calme rétabli, en écartant définitivement le fils de l'actuel président, Gamal Moubarak, décidément trop occidentaliste. Mais, reste surtout à savoir si la corrélation Le Caire-Téhéran nous réserve encore une nouvelle et immense surprise : la liberté en Iran et, hélas, la dictature intégriste en Égypte »⁶. Quel tour de force et quelle leçon d'histoire de celui qui a toujours reproché aux autres d'abuser de la théorie du complot pour lire les dynamiques historiques ! On est en présence d'un bel exemple de manichéisme, au moment où tous les analystes et les observateurs ont mis l'accent sur la marginalisation des islamistes et l'effet de surprise qui les a autant touchés que les forces politiques démocratiques et traditionnelles lors des révolutions égyptienne et tunisienne. Mais surtout, quel déni du rôle de cette jeunesse qui a redonné sens à l'action citoyenne, dans un monde arabe sortant enfin de sa torpeur, en les traitant de simples acteurs manipulés dans une partition dont les islamistes tiennent les fils conducteurs !

Bernard Henri Lévy cherche à introduire une dose de nuance dans ce raisonnement sommaire. Il établit une distinction de taille entre la Tunisie et l'Égypte où le danger islamiste est encore plus marqué et plus frappant, alors que la tradition moderniste et laïque est plus forte en Tunisie. Il souligne, dans sa chronique hebdomadaire du *Point*, « que pèse enfin sur l'Égypte une hypothèque qui pouvait, en Tunisie, être tenue pour négligeable et qui est celle de l'islamisme radical : que les Frères musulmans du Caire aient été, jusqu'ici, d'une extrême prudence, c'est certain ; mais non moins certain demeure leur poids politique (en 1987, la confrérie fut le moteur de l'Alliance islamique qui, malgré la fraude massive, remporta 60 sièges au parlement) ; non moins certain est leur quadrillage des organisations sociales du pays (n'ont-ils pas, en mars 2005, conquis par exemple la majorité des sièges dans le syndicat des avocats ?). Certaine encore est leur présence, depuis le soir du 27 janvier, dans toutes les manifestations (comparez, sur les rares images qui nous arrivent à travers les réseaux sociaux, le nombre de voiles et de robes noires à leur quasi-absence à Tunis) ; et non négligeable, donc, est le risque de les voir ramasser la mise après

⁶ Alexandre Adler, op. cit.

la chute de Moubarak (avec la perspective d'une Égypte virant au fondamentalisme d'État et devenant au sunnisme ce que l'Iran est au chiisme...)»⁷. La phase théocratique est toute tracée. Elle est devant nous et les révolutions arabes ne sont pas autre chose qu'une transition de l'autoritarisme vers le totalitarisme, ce qui est, bien entendu, une déchéance au vu de l'histoire politique du monde. Et le maître à penser des temps post-modernes de nous livrer ses enseignements et de souligner que « la Révolution française, après tout, a connu sa phase démocratique, puis terroriste, puis thermidorienne- sans compter, avec le culte de l'être suprême, son moment théocratique. Et si c'était cela qui se produisit, mais à l'échelle, non d'un pays, mais d'un monde? Et si le même monde pouvait être le théâtre, au même moment ou presque, de révolutions spontanément démocratiques (Tunis), immédiatement terroristes (Téhéran) ou possiblement théocratiques (une Égypte où l'on ne barrerait pas la route, tout de suite, aux Frères)? »⁸

46

Le message du maître à penser est entendu et repris par ses adeptes. Claude Imbert, une des figures de proue de l'islamophobie, reprend ce raisonnement à longueur de chroniques. Ainsi, celle dont le titre, « Démocratie halal », n'est pas sans rappeler le racisme ordinaire dans certains pays européens souligne que la « Tunisie peut ainsi espérer une transition prédémocratique, peut-être comme l'Espagne, immunisée par les horreurs de sa guerre civile, sut la ménager, jadis, à la mort du Caudillo. Par chance, l'islam tunisien pourra, dans les forces nouvelles, compter avec un camp laïque vigoureux. Alors, croisons les doigts. »⁹ Néanmoins, l'Égypte est une autre affaire pour Claude Imbert, comme l'a souligné le maître. Il poursuit que, dans ce pays, « la seule grande opposition constituée, c'est celle des Frères musulmans, tenue en lisière, éliminée par le truquage électoral. Même si leur discours public s'écarte du prône intégriste, nul ne peut prédire leur sort dans une transition acrobatique. Ils n'ont pas hésité, dans l'émeute, à réveiller le populisme xénophobe. Bref, l'incertitude existe. Elle n'est pas obscène. »¹⁰ Et, Claude Imbert de lancer une diatribe violente contre ceux de ses compatriotes qui ont le tort de croire à l'universalité du modèle occidental et le droit des sociétés arabes de connaître la démocratie et la liberté. Il

⁷ Voir Bernard-Henri Lévy, « Pourquoi l'Égypte n'est peut-être pas la Tunisie ? », *Le Point*, édition du 3 février 2011.

⁸ Bernard-Henri Lévy, op. cit.

⁹ Voir Claude Imbert, « Démocratie halal ? », *Le Point*, édition du 10 février 2011.

¹⁰ Claude Imbert, op. cit.

souligne que « seuls nos cabris droits-de-l'hommes connaissent déjà l'avenir... Ils fustigent la réserve des pouvoirs occidentaux. Il faudrait, disent-ils, se prosterner d'avance devant l'avenir radieux de la déesse Révolution. Notre prudence ferait de nous des couards, des relaps... »¹¹ Et, Claude Imbert de nous expliquer qu'il espère aussi l'avènement d'une démocratie halal qui rendrait les libertés licites dans cet Orient mystérieux. Néanmoins, il ne faut pas « passer les bornes qui séparent l'espérance de l'illusion »¹².

Un autre maître à penser va aussi asséner ses quatre vérités sur les révolutions en cours dans le monde arabe. L'argument du spectre de l'islamisme est repris par Alain Finkielkraut, un autre intellectuel qui a toujours dénoncé cette exception arabe et l'absence de traditions démocratiques au sud de la Méditerranée. Dans un entretien donné au quotidien *Libération*, il affirme « je suis fasciné, mais prudent. Il y a un précédent : en 1979, en Iran, un dictateur a été chassé du pouvoir. Cela a donné la révolution islamique, dont tout le monde ou presque s'accorde à dire qu'elle est au moins aussi terrible et peut-être pire que le régime du chah par un irrésistible mouvement populaire. À l'époque, on a beaucoup reproché à Michel Foucault son enthousiasme trop hâtif. »¹³ Cette déclaration rappelle l'épisode de la révolution iranienne et les articles publiés à l'époque par Michel Foucault dans le quotidien italien *Corriere della Sera* qui proposa au philosophe, professeur au Collège de France, de contribuer de manière régulière. Dans ses articles, le philosophe va inventer un genre nouveau qu'il a appelé « le reportage d'idées » et qui cherche à couvrir l'actualité des idées et les interrogations des intellectuels au cours de l'histoire. Foucault se proposa de le faire lors du renversement du chah en se rendant en Iran et en publiant une série d'articles qui sont des comptes-rendus de ses voyages dans le pays et de ses discussions avec des gens de différents milieux sociaux, des *pasardans* sur les barricades aux bourgeois du bazar jusqu'aux ouvriers des grandes raffineries pétrolières. Dans ses articles, Foucault rapporte cette énergie révolutionnaire qui a été à l'origine d'une mobilisation sans précédent et a réussi à mettre fin à une dictature sanguinaire avec sa police secrète, la Savak, de sombre réputation. Mais, cette fascination n'a pas été béate, comme le suggère Alain Finkielkraut, toujours occupé par cette volonté de tuer le père et rompre toute filiation avec celui qui aura été l'un des derniers grands intellectuels français. Michel Foucault n'a pas hésité

¹¹ Claude Imbert, op. cit.

¹² Claude Imbert, op. cit.

¹³ Voir le quotidien *Libération*, édition du 3 février 2011.

à souligner cette irruption du religieux au cœur de la révolution iranienne. Jean Birnbaum souligne, dans une chronique consacrée à la défense de Michel Foucault, qu'il a montré dans ses articles « certains aspects du soulèvement que beaucoup d'observateurs occidentaux peinent à reconnaître, à commencer par la puissance ambivalente de l'ardeur religieuse »¹⁴.

48 Mais, Finkielkraut n'a que faire de ces nuances et du fait qu'une lecture plus attentive des articles de Michel Foucault montrerait, parallèlement à l'enchantement que cette révolution lui a suscité qui a mis fin à l'une des dictatures les plus honnies à l'époque, qu'il n'hésite pas à mettre en valeur cette ferveur religieuse au cœur de cette révolution, et le rôle de premier plan joué par le clergé chiite et les mollahs dans le renversement du chah. Il est hors de question, selon ce maître à penser, de célébrer ces révolutions car l'appel à la démocratie peut mener des régimes totalitaires. Il poursuit dans cet entretien en disant qu'« en Égypte, les manifestants s'interrompent pour faire la prière. Cette révolte contient des potentialités libératrices. Mais, Sayyid Qutb, mort en 1966 et qui reste la principale référence idéologique des Frères musulmans, dénonçait l'errance des croyants, des juifs et des chrétiens. Il fustigeait aussi cette "liberté bestiale qu'on appelle la mixité" et "ce marché d'esclaves qu'on appelle émancipation de la femme"». Si cette idéologie arrive au pouvoir, un mouvement démocratique aura mis fin aux libertés démocratiques.»¹⁵

Mais, où réside cette tentation du totalitarisme dans le monde arabe et cette volonté de revenir à l'âge d'or et d'instaurer un califat à chaque fois que le poids de l'autoritarisme moderniste se rétracte ? Alain Finkielkraut se charge de nous donner une réponse et d'éclairer notre lanterne. Pour le maître à penser des temps post-modernes, le véritable problème de l'Orient mythique réside dans l'absence d'une tradition démocratique et de grands leaders ou de dissidents capables d'ouvrir une perspective démocratique pour cette période post nationaliste. C'est là que se situe la différence entre le monde arabe et l'ex-patrie des travailleurs dont les dissidents et les grands leaders démocratiques ont réussi à tracer la voie démocratique pour sortir du totalitarisme communiste. Ainsi, il souligne que « dans les pays de l'Est, il y avait une tradition démocratique dont les intellectuels dissidents, notamment tchécoslovaques ou polonais, étaient les héritiers. Une telle tradition existe-t-elle en Égypte ? Je

¹⁴ Voir Jean Birnbaum, « Islamisme, le sourire du spectre », *Le Monde magazine*, édition du 12 février 2011.

¹⁵ Alain Finkielkraut, op. cit.

l'espère, mais, je n'en suis pas sûr. Mohamed El-Baradei n'est pas le Vaclav Havel égyptien, car tout le monde sait, ou devrait savoir que lorsqu'il était directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, il a sciemment minimisé le programme nucléaire iranien et occulté certains documents qui compromettaient Téhéran.»¹⁶ Et, Finkielkraut de poursuivre que Mohamed El-Baradei ne serait finalement que « l'idiote utile de l'islamisme », que le monde arabe ne saurait échapper à sa destinée et que les révolutions en cours le conduiront tôt ou tard vers le califat islamique, et que l'exception arabe perdurera en changeant de nature et en passant de l'autoritarisme nationaliste au totalitarisme islamiste.

Les arguments des maîtres seront repris en boucle par les journaux et autres médias et deviendront leur ligne d'analyse et de lecture des évolutions en cours dans le monde arabe. Ainsi, dans le dossier consacré par *Le Point* au « spectre islamiste » la journaliste Mireille Duteil reprend l'argument des maîtres et souligne que « le spectre de l'islamisme triomphant sur les cendres des dictateurs hante les capitales de ces pays »¹⁷. D'ailleurs, la journaliste n'oublie pas de mentionner le précédent iranien et comment la révolution contre la dictature du chah a débouché sur le régime islamiste et souligne que « le souvenir de la révolution iranienne de 1976 est dans les esprits. Même si, du Maghreb au Machrek, aucun imam Khomeyni n'est apparu pour galvaniser les peuples »¹⁸. Mais, la journaliste va encore plus loin et nous explique que si les islamistes n'ont pas encore pris le pouvoir, c'est qu'en fait ils ne l'ont pas voulu car, comme le racontait un des dirigeants des Frères musulmans « le pouvoir tombera dans nos mains comme un fruit mûr. Nous ne sommes pas pressés ». Et la journaliste de reprendre aussi la nuance introduite par BHL entre la Tunisie et l'Égypte qui devrait tomber incessamment dans l'escarcelle islamiste et inaugurerait ainsi le retour à l'ère des califats sunnites. Elle souligne qu'en « Égypte, État le plus peuplé du monde arabe, les Frères musulmans sont la première force organisée. Si les groupes islamistes armés sont extrêmement minoritaires, le fondamentalisme a beaucoup progressé depuis un quart de siècle. La société est devenue religieuse ». Et les raisons de cet enfermement du monde arabe dans l'hypothèse religieuse et la trappe islamiste se trouvent dans l'absence de démocrates et de traditions démocratiques dans le monde, argument ayant reçu

¹⁶ Alain Finkielkraut, op. cit.

¹⁷ Voir Mireille Duteil, « Le spectre islamiste », *Le Point*, édition du 3 février 2011.

¹⁸ Voir Mireille Duteil, op. cit.

la bénédiction des maîtres penseurs. La journaliste souligne que dans le monde arabe « il n'y a pas de Gorbatchev pour donner le "la" de la libération du pays, comme ce fut le cas en Europe de l'Est il y a vingt et un ans. Juste un immense ras-le-bol des plus jeunes et des plus éduqués, relayés par les laissés pour compte, face aux pouvoirs autoritaires »¹⁹.

Ainsi, si les intellectuels occidentaux, et particulièrement les intellectuels français, qui sont d'habitude plus « friands » de révolutions démocratiques et de globalisation de l'universel des droits de l'homme, n'ont pas aimé la révolution c'est qu'elle risque d'enfanter un monstre : le califat islamique. En effet, la chute des régimes autoritaires devrait ouvrir la voie au « spectre de l'islamisme », tenu sous contrôle par les pouvoirs autoritaires, et déboucher un peu partout, et particulièrement en Égypte, sur des régimes totalitaires. Au moment où les sociétés contemporaines vont de l'avant, où les révolutions ouvrent des moments de transition de l'autoritarisme vers la démocratie, le monde arabe, selon nos maîtres à penser, est à l'aube d'une nouvelle régression qui devrait le conduire vers un totalitarisme religieux. La véritable cause de cette régression est l'absence de tradition démocratique dans cette ère géographique et sa faible dotation en figures charismatiques capables de lui ouvrir la voie de la liberté et de la modernité.

50

Cette analyse appelle une série de remarques et de commentaires quant à la réalité du spectre islamiste dans le monde arabe. Notre objectif n'est pas, bien évidemment, d'exclure cette perspective mais d'apporter des éclairages qui permettront de mieux saisir les dynamiques en cours dans le monde arabe.

Le premier élément concerne cette thèse courante en Occident, avancée pour justifier l'appui des pouvoirs occidentaux aux régimes autoritaires qu'ils considèrent comme les garants et les derniers remparts contre l'islamisme. Or, les études ne manquent pas aujourd'hui pour montrer le rôle joué par ces pouvoirs dans la réislamisation des sociétés au sud de la Méditerranée. Au nom de la lutte contre les mouvements islamistes qui les accusent de marginaliser la religion, les pouvoirs autoritaires ont été à l'origine du développement d'une culture conservatrice qui a renforcé de manière forte la réislamisation en cours des sociétés. Ainsi, on a assisté à un renforcement du rôle de la religion dans les sociétés et à une multiplication des signes et des références à l'islam. On a vu une multiplication des émissions religieuses sur les chaînes de télévision et de radio officielles, au développement des banques

¹⁹ Mireille Duteil, *op. cit.*

islamiques, à une multiplication des mosquées et des lieux de prière allant même jusqu'à l'interruption des programmes télévisés pour émettre l'appel à la prière. En Tunisie, c'est le gendre du président Ben Ali qui sera à l'origine du développement du religieux et contribuera à la réislamisation de la société avec la création de la radio Ezzitouna et d'une banque islamique. Loin d'être séculiers, comme on le prétend en Occident, et encore moins d'avoir combattu la réislamisation de la société, les pouvoirs autoritaires y ont contribué largement, espérant récolter des avantages politiques et les détourner des mouvements islamistes. Clairement, les régimes autoritaires n'ont pas contribué à une sécularisation des sociétés arabes, ils se sont non seulement accommodés d'un renforcement du rôle du religieux mais y ont fortement contribué.

Le second élément est lié aux dynamiques récentes du fait religieux dans le monde arabe. Il faut tout d'abord mentionner les différences importantes entre l'Iran chiite et les autres pays arabes où c'est le sunnisme qui domine la vie religieuse. Ces spécificités résident dans des cultures différentes avec l'existence d'un corps de mollahs et, plus précisément, de rapports entre le politique et le religieux, qui rendent les comparaisons difficiles et plutôt tendancieuses. Les maîtres à penser de notre temps qui ne cessent de prophétiser l'avènement du califat islamique au sud de la Méditerranée oublient de mentionner les grandes différences entre les cultures politiques d'un chiisme prophétique, plutôt révolutionnaire, et d'un sunnisme plus rattaché à l'ordre et à la stabilité qu'aux grands changements révolutionnaires. À cela, il faut également ajouter les changements et les transformations des mouvements islamistes dans le monde arabe. Une grande partie d'entre eux ont abandonné, depuis quelques années, la rhétorique révolutionnaire pour chercher à intégrer le jeu politique traditionnel, comme c'est le cas en Jordanie, au Koweït, au Maroc ou en Algérie, où une grande partie de ces mouvements sont devenus des acteurs du jeu politique démocratique. Les échecs répétés et la répression féroce qui s'est abattue sur eux ont été à l'origine d'importants changements stratégiques chez un grand nombre de mouvements islamistes, avec l'abandon de la stratégie révolutionnaire et de destruction de l'appareil d'État. Plusieurs spécialistes de ces questions de l'Islam politique parlent aujourd'hui d'un post islamisme où ces mouvements cherchent beaucoup plus à concilier démocratie, développement économique et foi religieuse, et où l'expérience turque commence à devenir, pour beaucoup d'entre eux, un exemple à suivre et le modèle de l'islam politique du ^{xx}e siècle. Oliver Roy, un des meilleurs spécialistes de l'islam politique, souligne que ces mouvements « ont compris que vouloir prendre le pouvoir à la suite d'une révolution conduisait soit à la guerre civile, soit à

la dictature. Ils ont aussi tiré les leçons du modèle turc : Erdogan et le parti AKP ont pu concilier démocratie, victoire électorale, développement économique, indépendance nationale et promotion de valeurs sinon islamiques, du moins « d'authenticité ». »²⁰ Ainsi, et sans minimiser ce facteur risqué, il semble bien que le fait islamique a connu d'importants changements ces dernières années et que la tentation pour les mouvements islamistes sunnites au sud de la Méditerranée est plus le modèle turc d'une ouverture sur l'économie globale que celui de la révolution islamique à l'iranienne.

Néanmoins, il faut surtout mentionner les profondes transformations que le monde arabe a connues depuis quelques années et dont on a pu voir les effets et l'impact lors de ces révolutions. La transformation la plus importante concerne l'irruption d'une nouvelle génération de jeunes nés à la fin des années 1980 et au début des années 1990 et qui étaient au centre de ces révolutions. Cette génération Web 2.0 est imprégnée d'une nouvelle culture marquée par le partage, l'échange et la capacité d'indignation qui ont été portés par les réseaux sociaux et par le nouveau monde virtuel. Elle a pu échapper à l'autoritarisme des régimes nationalistes arabes et accéder aux flux d'informations globales pour contourner les interdictions et les contrôles exercés par des régimes dont les formes traditionnelles de despotisme se sont arrêtées aux portes de la société post moderne de l'information et de la communication. La liberté est au cœur de ce nouveau modèle de société prônée par cette génération 2.0, qui explique cette forte mobilisation afin de mettre à mal toutes les tentatives des pouvoirs en place pour réduire l'accès à la toile et à ce nouveau eldorado de la virtualité qui commence à se mettre en place. Parallèlement à sa forte mobilisation dans les révolutions en Égypte et en Tunisie et aux mobilisations en cours dans les autres pays, cette nouvelle génération est à l'origine de l'émergence d'une nouvelle culture politique qui s'éloigne du caractère idéologique ayant marqué le marxisme des années 1960-1970 et de l'islamisme des années 1980-1990, pour s'inscrire dans des démarches plus pragmatiques favorisant particulièrement les valeurs de pluralité, de liberté et de démocratie, à défaut d'un monde meilleur ou d'un retour à l'âge d'or du califat islamique. Ces nouvelles valeurs et les cultures différentes seront au centre des nouveaux modèles démocratiques qui vont apparaître au sud de la Méditerranée, et pourront constituer une

²⁰ Voir Olivier Roy, « Révolutions post-islamistes », *Le Monde*, édition du 17 février 2011.

garantie et un vrai rempart contre les tentations idéologiques et de nouveaux totalitarismes religieux.

Le « spectre islamiste » et la peur d'un califat islamique qui naîtraient des révolutions démocratiques et expliquent les inquiétudes des intellectuels occidentaux et leur peu d'empressement à apporter leur soutien au printemps arabe ne prennent pas en considération les dynamiques en cours au sud de la Méditerranée. Sans écarter le risque totalitaire ou le chaos, les sociétés arabes ont tiré profit de la nouvelle globalité et des nouvelles valeurs de différence et de pluralité qui sont au cœur des sociétés post-modernes. Ces nouvelles valeurs et cette nouvelle culture politique ont été à l'origine de ce merveilleux moment révolutionnaire et de cette mobilisation qui a mis fin à l'exception arabe, au despotisme et à la férocité des mamelouks de notre temps. Au lieu des hésitations et de cette prudence, il est peut-être temps pour ces intellectuels de saluer cette espérance qui vient du sud et d'aimer ces révolutions d'Arabie notamment en leur apportant l'appui et l'aide nécessaire afin qu'elles conduisent à l'émergence de véritables sociétés démocratiques et plurielles, à l'image de la culture et des valeurs portées par la nouvelle génération Web 2.0.

L'orientalisme et l'incapacité des Arabes à être libres !

Parallèlement au préjugé politique et au risque de l'avènement d'un califat islamique aux frontières de l'Europe, d'autres intellectuels n'ont pas aimé la révolution arabe à cause de cette profonde croyance dans l'argument orientaliste et l'hypothèse du despotisme oriental. Pour beaucoup d'intellectuels, l'Orient reste cet univers mystérieux et éternel qui échappe irrémédiablement aux sirènes de la modernité et de la liberté de l'individu. Cette hypothèse se retrouve dans les travaux orientalistes et leurs visions essentialistes d'un Orient différent du monde occidental et plongé dans les mythes et les ténèbres. Cet Orient éternel est marqué par la prééminence du divin et du sacré et la dépossession radicale du sujet, de sa capacité à construire son propre entendement et sa rationalité. L'Orient est, pour les orientalistes, constitué de contrées imperméables aux révolutions et aux Lumières et poursuit son chemin vers la quête de l'enchantement promis par les cieus. Cette perception réduit l'Orient au monde des ténèbres et du despotisme et elle contribue aussi à justifier la prééminence du modèle occidental et la centralité de son universel comme seule et unique voie d'épanouissement et de libération du sujet.

Ce regard orientaliste sur l'Autre n'a pas totalement disparu avec la fin de la réalité coloniale et s'est maintenu dans beaucoup de

cercles intellectuels, politiques et stratégiques. Le néo-orientalisme a perpétué le regard de l'orientalisme classique d'un Orient empêtré dans ses mythes et dans ses ténèbres, incapable de s'ouvrir sur la modernité et sur les libertés. D'ailleurs, l'autoritarisme et le despotisme nationaliste après les indépendances n'ont fait que renforcer ces thèses et ces analyses sur l'enfermement du monde arabe dans cet univers despotique et son incapacité à s'ouvrir aux appels du large et aux combats pour la liberté. Cette hypothèse a été confortée par les différentes vagues de démocratisation et de libéralisation politique à travers le monde, avec la chute des dictatures et de ce qui reste du fascisme en Europe, avec les transitions démocratiques au Portugal, en Espagne et en Grèce et, plus tard, en Amérique latine, en Europe de l'Est et dans la plupart des pays africains. Seuls les héritiers des mamelouks résistaient à ce vent de liberté et l'autoritarisme se maintenait contre vents et marées dans le monde arabe, renforçant l'hypothèse de cette exception arabe et la profonde conviction dans l'orientalisme de l'existence d'un despotisme oriental qui empêche les Arabes de se libérer du divin et des mythologies.

54

Cet argument orientaliste va se retrouver aujourd'hui dans l'analyse des révolutions arabes et dans la prudence et la tiédeur de l'attitude des intellectuels occidentaux. Dans son enquête sur le silence de l'intelligentsia occidentale, *Le Monde* cite Daniel Lindenberg, spécialiste de l'histoire des idées, qui a consacré un essai à la tentation néo-conservatrice de certains intellectuels après les attentats de 2001²¹, il n'hésite pas à souligner qu'il faille « hélas, dire ce qui est : beaucoup d'intellectuels pensent au fond d'eux-mêmes que les peuples arabes sont des arriérés congénitaux à qui ne convient que la politique du bâton »²². Et, Daniel Lindenberg de poursuivre que beaucoup d'intellectuels ont les plus grandes difficultés à échapper à la culture politique et à l'univers intellectuel de la guerre des civilisations qui a marqué l'après 2001 aux États-Unis et dans le monde avec la montée des néo-conservateurs. Il poursuit en indiquant que « beaucoup peinent à sortir de la séquence ouverte en 2001 et marquée par le credo néoconservateur qui veut que l'islam soit le terreau du terrorisme. Obsédés par la peur de la charia, ils sont pris au dépourvu, comme s'il n'étaient pas équipés du logiciel leur permettant de comprendre que ce qui se passe, en particulier en Tunisie, est tout simplement un "printemps des

²¹ Voir Daniel Lindenberg, *Le rappel à l'ordre*, Éditions du Seuil, Paris 2002.

²² Voir *Le Monde* du 6 et 7 février 2011, op. cit.

peuples”²³. C’est donc ce prisme orientaliste et cette perception d’une tyrannie inhérente à l’Orient qui empêchent ces intellectuels d’analyser et de comprendre l’ampleur de ces transformations dans le monde arabe et cette irruption brutale de l’Arabie dans l’universel de la raison et de la démocratie.

Si le préjugé politique et l’hypothèse du spectre de l’islamisme sont en vigueur auprès de l’intelligentsia du vieux continent, c’est plutôt l’argument orientaliste du despotisme orientaliste qui prévaut outre-Atlantique. On retrouve cet argument chez Fouad Ajami, un universitaire et intellectuel américain d’origine libanaise, considéré aux États-Unis comme l’un des meilleurs spécialistes du monde arabe. Il faut souligner qu’Ajami, même s’il l’a combattu au départ, s’est rapproché récemment des thèses de Samuel Huntington sur un clash des civilisations et surtout sur une différence fondamentale entre l’Occident de l’universel des droits de l’homme et des libertés et d’un Orient empêtré dans le despotisme et la tyrannie. Par ailleurs Fouad Ajami a été un fervent partisan de la guerre du Golfe et de l’intervention américaine en Irak. Il a été maintes fois cité par les responsables américains et ces analyses ont été utilisées par le vice-président de Georges W. Bush, Dick Cheney, pour justifier cette expédition impériale au Moyen-Orient. Plusieurs années après la chute de Saddam Hussein et les critiques exprimées par un grand nombre de responsables politiques et d’analystes, qui, pour beaucoup, avaient soutenu cette intervention, Fouad Ajami continue contre vents et marées à soutenir cette expédition et explique à qui veut bien encore l’entendre que cette intervention était nécessaire, qu’elle a permis de faire chuter l’un des plus grands despotes du monde arabe et de frayer une voie à la démocratie et aux libertés ,même si c’était au son des canons dans le monde arabe. Fouad Ajami est revenu à la charge après l’élection de Barack Obama aux États-Unis et a fait une critique au vitriol de la nouvelle politique étrangère de l’administration américaine²⁴. Dans cette tribune, Ajami critique les perceptions du nouveau président Obama dans la politique étrangère mettant fin aux visions révolutionnaires du président Bush qui voulait imposer la démocratie au milieu des ténèbres ; il considère que l’arrivée de la nouvelle administration va donner une longue vie aux despotes arabes.

Fouad Ajami, comme on le peut imaginer, a été beaucoup sollicité par la presse américaine et les médias pour donner des

²³ Voir *Le Monde* du 6 et 7 février 2011, op. cit.

²⁴ Voir Fouad Ajami, « Obama tells Arabia’s despots they are safe », *The Wall Street Journal*, édition du 28 janvier 2009.

analyses sur les révolutions en cours, dans une région qu'il pensait définitivement perdue pour la cause des libertés et de la démocratie. Dans un long article de l'hebdomadaire prestigieux *Newsweek*, il revient sur les origines profondes de ces rébellions et cherche à expliquer ce qui a transformé la résignation de ces populations en une révolte²⁵. Dans cette analyse, Ajami met l'accent sur les caractéristiques des régimes politiques et le despotisme qui les marque en dépit de leur grande diversité. Pour lui, les régimes arabes sont revenus, après la fin des nationalismes, à la tradition des mamelouks qui ont sévit dans le monde arabe dès la fin du XIII^e siècle avec la fin du califat islamique de Bagdad. Il s'agit de régimes politiques autoritaires et fortement éloignés des populations ayant géré leurs royaumes comme une propriété privée dont ils sont les propriétaires (*country owners*). Dans ce contexte, ils n'ont jamais fait la moindre distinction entre leurs richesses privées et les biens publics et ils se sont toujours servis dans les deniers de l'État sans la moindre vergogne. Cet enrichissement sans limites est d'autant plus mal perçu par les populations que les dirigeants du mouvement national n'avaient jamais cherché à accumuler des richesses. Par ailleurs, cet enrichissement a donné lieu, dans la plupart des pays arabes, à un étalage obscène de richesse, au moment où de larges parts de la population, notamment dans des pays pétroliers comme la Libye, étaient sous le seuil de pauvreté.

La question que pose Fouad Ajami cherche à comprendre les raisons de la résignation des populations arabes et de leur abdication face à des régimes despotiques et corrompus. Pour répondre à cette question, il évoque le syndrome de Hama et la répression féroce et l'écrasement dans le sang par le régime syrien de la révolte de cette ville sunnite conduite par le mouvement des Frères musulmans en février 1982. L'offensive de l'armée a détruit la ville de Hama et fait, selon certaines estimations, près de 20 000 morts. Cette répression a montré que les régimes despotiques n'avaient aucune limite dans la destruction de toutes les formes d'opposition dans leurs royaumes et qu'ils étaient prêts à tout, y compris à détruire des villes entières. Ce qui se passe aujourd'hui en Libye et la politique de la terre brûlée d'un régime aux abois ne sont pas étrangers à la culture de la férocité et de la brutalité des régimes mamelouks. Fouad Ajami estime que le syndrome de Hama a envoyé un message aux populations arabes et est devenue le nom de code de la terreur qui

²⁵ Voir Fouad Ajami, « Demise of the dictators. The Arab revolution of 2011 », *Newsweek*, édition du 14 février 2011.

peut s'abattre sur eux s'ils s'aventuraient à sortir de leur résignation et contester l'ordre tyrannique.

Mais, comment expliquer ces révolutions qui ont bravé les ténèbres et l'aversion au pluralisme et à la liberté dans le monde arabe? Comment comprendre ces révoltes et la capacité des populations arabes, et particulièrement de ces millions de jeunes sans une grande expérience politique, à faire fi du syndrome de Hama et de la brutalité des forces de répression? Fouad Ajami n'apporte pas d'explications et évoque le caractère surprenant de ces révolutions et de cette irruption fulgurante du politique dans les pays arabes. Le grand spécialiste paraît désarçonné devant cette quête frénétique de liberté des Arabes et leur volonté d'écrire leur propre histoire et leur avenir de leurs propres mains. Mais, Fouad Ajami tente ailleurs quelques éléments d'explications. Ainsi, dans une interview sur la grande chaîne américaine *Fox*, il souligne que les révolutions tunisienne et égyptienne doivent beaucoup au combat de Bush pour la démocratie et pour faire chuter le despote Saddam Hussein en 2003²⁶. Sans se désarçonner, le conseiller très écouté de la Maison-Blanche lors de la guerre du Golfe ajoute, dans la même interview, que certes ce ne sont pas les tanks américains qui ont été à l'origine de ces révolutions et qu'il s'agit de moments où les facteurs internes ont beaucoup joué pour faire chuter les despotes en Tunisie et en Égypte. Il n'empêche, Georges W. Bush peut réclamer la paternité de ces révolutions, selon Ajami, pour avoir combattu avec détermination en faveur de la démocratie dans ces contrées livrées au despotisme depuis des lustres! Ainsi, après l'incompréhension et la surprise, notre néo-orientaliste se rappelle au bon souvenir de l'empire et de l'activisme des néo-conservateurs qui guident toujours les changements démocratiques dans le monde, même s'ils sont déclassés aux États-Unis.

57

Une autre figure du néo-orientalisme américain s'est saisie des révolutions arabes. Il s'agit de l'Indo-Américain Fareed Zakaria considéré par beaucoup et notamment l'ancien Secrétaire d'État Henry Kissinger, comme l'un des plus brillants analystes et spécialistes des questions stratégiques. Fareed Zakaria est un commentateur influent et un analyste reconnu aux États-Unis. Son dernier livre sur la fin de l'ordre américain et ses recommandations pour maintenir l'hégémonie et le leadership américains ont été

²⁶ Voir l'interview de Fouad Ajami sur *The Journal Editorial report*, Fox News Channel, le 5 février 2001.

fortement commentées²⁷. Après avoir été l'un des éditorialistes les plus en vue de l'hebdomadaire *Newsweek*, il est passé aujourd'hui dans son concurrent *Time* et anime aussi l'émission *GPS* sur la chaîne d'information *CNN*.

Fareed Zakaria s'est particulièrement intéressé au monde arabe et à l'islam après les attentats de 2001. Dans un numéro spécial de l'hebdomadaire *Newsweek* consacré à ces événements et au titre assez évocateur, « Pourquoi nous haïssent-ils ? », l'ancien élève de Samuel Huntington à Harvard essaye de comprendre les raisons de ce déchaînement de violence et de ce terrorisme islamique. Dans ses réflexions, il avance une hypothèse qui prend à contre-pied l'orientalisme classique et met l'accent sur l'islam et son incapacité à s'ouvrir à la démocratie, et aux libertés. Pour Fareed Zakaria, le problème n'est pas dans l'islam qui a pu se convertir à la démocratie notamment en Asie où plusieurs pays à majorité musulmane sont devenus de grandes démocraties. Mais le vrai problème et la source du terrorisme islamiste se trouvent dans les régimes politiques despotiques du monde arabe. C'est la tyrannie arabe qui produit cette opposition violente d'origine religieuse et propage à travers la planète, et particulièrement dans le monde développé comme les États-Unis, pour remettre en cause leurs alliances avec les régimes despotiques du monde arabe. Fareed Zakaria a alors défendu le prophétisme des néo-conservateurs américains sur la nécessité d'ouvrir le monde arabe à la démocratie et sur l'universel des droits de l'homme. Il a alors appuyé l'expédition de l'empire contre Saddam Hussein et a considéré que sa chute allait ouvrir cet Orient mystérieux et empêtré dans ses mythes aux sirènes de la démocratie et de la liberté. Plus tard, Fareed Zakaria reviendra de ses certitudes et fera son mea-culpa après cette défense appuyée de la guerre en Irak.

58

Fareed Zakaria analyse aujourd'hui dans l'hebdomadaire *Time*, les révolutions tunisienne et égyptienne dans une contribution intitulée « *The revolution* »²⁸. Il commence son article par une question assez significative de son parti pris et se demande si « la démocratie peut fonctionner dans le monde arabe ? ». Dans sa réponse à cette question, Fareed Zakaria reprend ses thèses sur le monde arabe et souligne que les maux des sociétés arabes résident dans l'absence d'une véritable culture démocratique chez ces peuples arabes ; il

²⁷ Voir Fareed Zakaria, *The post-American world*, W.W. Norton & Compagny 2008.

²⁸ Voir Fareed Zakaria, « The Revolution », *Time*, édition du 14 février 2011.

avance les résultats de plusieurs études et des statistiques qui montrent que ces pays sont fortement imprégnés par une culture théocratique très éloignés des principes de la liberté et des droits de l'homme. Cet univers a enfanté les régimes autoritaires et despotiques qui ont jalonné l'histoire arabe depuis des lustres. Mais cette répression aveugle et la négation des libertés ont aussi été à l'origine des oppositions qui se sont réclamées de l'islam pour lutter contre ces régimes impies et totalement soumis à l'empire. Cette violence ne s'est pas limitée aux frontières du monde arabe, mais le terrorisme aveugle d'origine islamiste a également fait irruption dans le monde et a endeuillé le monde occidental comme c'était le cas pour les attentats de 2001 aux États-Unis ou ceux de Madrid.

Fareed Zakaria considère que ces révolutions sont des évolutions majeures pour le monde arabe qui s'est tenu à l'écart des libertés et des réformes démocratiques pour se réfugier dans son exception. Néanmoins, la question qu'il pose est de connaître l'avenir de ces révolutions et si elles peuvent déboucher sur de véritables démocraties plurielles dans le futur. À ce propos, Fareed Zakaria exprime de profonds doutes et considère que, même si l'option iranienne n'est pas plausible dans les pays sunnites, le risque pour le monde est l'avènement de démocratie non-libérale avec des élections transparentes et libres mais où les majorités élues pourraient réduire les libertés individuelles, contrôler la société civile et utiliser l'État comme un moyen de pouvoir. Le danger, selon Fareed Zakaria, pour le monde arabe, c'est moins l'Iran que la Russie.

Dans une autre contribution, Fareed Zakaria évoque un autre modèle pour l'avenir des révolutions arabes, celui de la Russie étant peut-être trop occidental à son goût ! Dans des sociétés marquées par la faiblesse des sociétés civiles et des partis politiques, il souligne que les armées seront amenées à jouer un rôle important dans les prochaines années dans les pays arabes. Cependant, il prévient qu'il ne s'agit pas d'un rôle moderniste à la turque qui a permis à ce pays de sortir des ténèbres du califat. Dans les pays arabes, l'armée ne fera qu'utiliser son pouvoir pour poursuivre et renforcer les tendances naturelles à la corruption et la répression. Du coup, le modèle, c'est moins la Turquie, comme beaucoup avait commencé à l'esquisser, mais le Pakistan. En effet, Fareed Zakaria écrit, dans une tribune au *Washington Post*, « le danger n'est pas que l'Égypte devienne une nouvelle Turquie mais plutôt un autre Pakistan, une démocratie de façade où le pouvoir est détenu en coulisses par les généraux »²⁹.

²⁹ Voir Fareed Zakaria, « Egypt's real parallel to Iran's revolution », *The Washington Post*, édition du 7 février 2011.

Ainsi, pour les néo-orientalistes, le monde arabe ne peut échapper au despotisme et à ce caractère sultanique du pouvoir politique qui sont au centre de sa culture politique. Les révolutions en cours et les moments de fraternité et d'allégresse démocratique ne sont que des parenthèses et des intermèdes courts dans une histoire longue d'un Orient mythique, incapable de rompre avec le despotisme et de s'ouvrir à la liberté et à l'autonomie du sujet.

Cette analyse des contributions et des figures marquantes de l'intelligentsia occidentale nous permet de comprendre leur tiédeur et leur prudence inhabituelle pour saluer les révolutions arabes. En effet, on comprend mieux pourquoi ils ne l'ont pas aimé, notre révolution, alors qu'ils ont salué toutes les autres et mis tout leur poids pour les soutenir et s'assurer que les pays occidentaux leur apportent un important appui. Alors, s'ils ont été silencieux sur les printemps arabes, c'est qu'ils ne pouvaient que déboucher sur une dictature religieuse ou une dictature militaire. En effet, ces révoltes ne vont pas assurer une disparition de l'autoritarisme arabe mais ouvrir la voie, tôt ou tard, à un califat islamique, ou bien à un nouveau régime de généraux aux portes de l'Europe. L'absence d'une culture démocratique et cet ancrage de l'Orient dans l'ordre des mythes et des divinités feront que les révolutions en cours ne pourront qu'enfanter un totalitarisme à l'iranienne ou un nouvel autoritarisme à la pakistanaise ou à la russe.

60

Nous l'avons tant aimée, la révolution !

Et si le regard de l'intelligentsia occidentale sur les révolutions arabes ne se limite pas à cette aire ? Et si cette tiédeur et ce silence embarrassés ne concernent pas seulement l'Orient ? Et si ce qui est rejeté c'est le concept même de révolution et de changement radical dans nos sociétés ? Et, si la véritable inquiétude est liée à la possibilité d'une révolution dans un Occident qui a fini par remettre en cause les passions révolutionnaires et les grands récits d'émancipation, pour se réfugier dans les récits quotidiens et les plaisirs personnels d'une post-modernité heureuse ? Et si, finalement, ce silence et cette froideur vis-à-vis des révolutions arabes étaient un moyen de conjurer le sort et d'échapper à la perspective de son extension dans un monde qui pensait s'être converti depuis des lustres à la raison démocratique ? Et si ce rejet de cette ferveur et de cette passion envahissante n'avait pour objectif que d'éloigner sa perspective de l'Occident ? Et si ce refus de fêter le changement n'avait pour objectif que d'éviter qu'il devienne le nouveau modèle de développement politique ?

Il faut dire que les révolutions arabes et la ferveur d'une jeunesse portée par cette utopie et l'idéal d'un changement radical sont venues

remettre en cause un consensus en Occident, construit patiemment depuis des décennies sur la fin de la perspective révolutionnaire. Plusieurs facteurs ont joué un rôle important dans la marginalisation de cette perspective et de cet élan. La première est bien évidemment la fin du communisme et la chute pitoyable des régimes qui étaient censés devenir une alternative au modèle libéral. Mais ces régimes avaient, bien avant leur chute finale en 1989, perdu de leur aura et de leur légitimité. En effet, les histoires terribles sur les goulags et autres camps de concentration dans ces pays avaient montré que les libertés individuelles avaient depuis longtemps disparu et que de véritables dictatures se sont mises en place au nom de la classe ouvrière et des pauvres. Cette dictature laissait prévoir des révoltes qui allaient toucher non seulement les régimes politiques mais aussi les idéologies dont ils se réclamaient. Les révoltes de 1989 ont fini par balayer des régimes qui s'étaient pourtant proclamés de la volonté de libérer le sujet et le rendre maître de son destin. Cette chute pitoyable des régimes communistes et l'avènement de régimes néo-libéraux ont fini par altérer la possibilité d'une révolution et la perspective de la ferveur révolutionnaire.

Au même moment, on a enregistré en Europe le développement d'un grand nombre de travaux historiques et politiques soutenant l'hypothèse que la tentation totalitaire se trouvait au cœur même du projet révolutionnaire. Ces réflexions ont atteint leur apogée lors de la célébration en France du bicentenaire de la révolution française, qui a abouti à une forte remise en cause de l'idée de révolution. En effet, « l'historien François Furet, écrit Elisabeth Roudinesco, ainsi que les adeptes du "goulag est déjà dans Hegel et dans Marx" se firent les hérauts de cet étrange moment festif qui permit aux partisans de la Restauration et autres artisans de la désespérance programmée de haïr la Révolution plutôt que d'en critiquer la marche »³⁰. Cette critique de la révolution française est allée au-delà de ce moment historique pour remettre en cause l'idéal de la révolution au nom du refus de la terreur qui accompagne ces changements.

Ainsi, la fin du siècle passé a été un important moment de remise en cause de l'utopie révolutionnaire et de la construction d'un consensus portée par les élites sur l'impossibilité d'un changement radical, mais aussi sa désirabilité. Ce consensus excluait la ferveur révolutionnaire du champ des possibles et appelait à une conversion à la raison démocratique et à la gestion de l'ordre libéral qui reste le meilleur des mondes possibles. Et les dérives et les déviations qui

³⁰ Voir Elisabeth Roudinesco, « Il n'y pas de révolution sans risque. En finir avec le chantage à la terreur », *Le Monde*, édition du 19 février 2011.

ont marqué les moments révolutionnaires ont justifié le rejet de ces perspectives révolutionnaires et la célébration des ordres établis, en dépit de leurs limites et de leurs insuffisances. Désormais, il fallait se convertir aux plaisirs de la vie quotidienne, aux moments de joies et aux jouissances individuelles.

Les révolutions arabes sont venues remettre en cause avec brutalité ce consensus et rappeler aux sociétés occidentales le bon vieux souvenir du moment moderniste et de l'ère des révolutions et des Lumières. Certes, le risque existe et la dérive est possible dans ces révolutions. Mais, ces risques n'ont pas empêché la jeunesse de braver le despotisme et la tyrannie pour en finir avec l'exception arabe et mettre l'Arabie sur la voie de la démocratie. Cette révolution ouvre de nouveau l'ère des grands récits d'émancipation et donne à des populations la possibilité d'inventer un nouvel avenir et une nouvelle expérience historique. C'est pour cela que l'avons tant aimée la révolution, comme le disait Daniel Cohn-Bendit, il y a quelques années et n'a cessé de le répéter au Parlement européen!